Covid-19 : Les propositions de relance du MEDEF, du BDI et de la Confindustria

Publié le 12 mai 2020

Les organisations patronales européennes appellent à des mesures de relance fortes, à mettre en place après la crise. Geoffroy Roux de Bézieux et ses homologues allemand et italien, Dieter Kempf, président du BDI, et Vincenzo Boccia, président de la Confindustria, publient aujourd'hui dans différents quotidiens une tribune commune afin de peser sur les décisions des gouvernements européens.

Particulièrement "*préoccupés des conséquences sociales, économiques et politiques de la pandémie*" qu'ils considèrent comme "*un choc énorme, inattendu et tragique pour la vie publique, la santé, le bien être social et l'activité économique*". ils appellent à "*une réponse majeure de politique publique*".

Ils saluent les mesures prises qui ont permis très rapidement d'aider à sauvegarder l'essentiel, mais considèrent que cela ne sera pas suffisant et qu'il faut désormais aller bien plus loin. "*Au-delà du premier paquet de mesures sur les capacités de prêt de la BEI (Banque européenne d'investissement), de la Commission et du MES (Mécanisme européen de stabilité), nous appelons les dirigeants européens à approuver rapidement une proposition audacieuse pour le prochain cadre pluriannuel du budget européen, afin de créer un Fonds européen de relance de taille adéquate*", déclarent-ils.

Ils appellent ainsi à la mise en place de "*mesures de relance substantielles, tant au niveau national qu'européen*", au moins jusqu'en 2023, "*pouvant aller jusqu'à 5 % du PIB par an dans la plupart des pays*", ils réclament, au niveau national, des mesures pour "*soutenir la demande*" s'appuyant à la fois "*sur des baisses des impôts et sur les dépenses publiques*".

Ils souhaitent également "*une aide spécifique aux personnes les plus vulnérables (...) compte tenu de la gravité extraordinaire de la récession, (...) une réponse budgétaire forte implique un degré élevé de solidarité. La bonne réponse européenne en termes de taille, de calendrier et de type de financement déterminera les conditions dans lesquelles l'Union sortira de cette crise*".

Parallèlement, ils appellent l'Europe à financer de manière effective "*les nouvelles priorités politiques*", notamment "*les ambitions pour une Europe plus verte, plus inclusive et innovante et plus souveraine*", afin de donner "*un nouvel élan à la numérisation*", entre autres.

Ils rappellent également que partout les entreprises "*travaillent en collaboration étroite avec les pouvoirs publics pour gérer la situation sanitaire et relancer l'économie (...) afin de sauver autant d'emploi et d'activités que possible* ".

>> Télécharger la tribune commune

>> Télécharger la version anglaise de la tribune